

racisme Mercredi 22 avril 2009

Durban II: accord final trouvé pour vite laver l'incident iranien

Par Stéphane Bussard

Après les diatribes du président iranien, les Etats ont accéléré l'adoption d'une déclaration finale. La cheffe de la diplomatie suisse, Micheline Calmy-Rey, parle de «moment historique» et de succès

Coup de théâtre mardi à Genève. Alors qu'on craignait que la Conférence d'examen de Durban débouche sur le même fiasco qu'à la Conférence mondiale sur le racisme de 2001 en Afrique du Sud, les quelque 140 délégations réunies dans la salle des Assemblées du Palais des Nations ont surpris tout le monde en adoptant par acclamation la déclaration finale de «Durban II». La surprise est d'autant plus grande qu'un jour plus tôt, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a, par ses propos virulents contre l'Occident et Israël, plongé le sommet onusien dans la torpeur.

Haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Navanethem Pillay risquait gros dans cette conférence. On se rappelle qu'en 2001, Mary Robinson était revenue laminée de Durban. La Sud-Africaine s'est félicitée que la conférence ait adopté un document qui constitue «la réponse de l'ONU aux diatribes antisémites du président iranien». Elle n'a pas hésité à parler de succès. Malgré les défections européennes de l'Italie, Allemagne, Pays-Bas, Pologne, République tchèque ainsi que de celles des Etats-Unis, du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et d'Israël, le ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, a salué ce tournant incroyable: «Le texte a été adopté, donc il (Mahmoud Ahmadinejad) a échoué. [...] A partir d'aujourd'hui, il y a un texte de référence qui concerne les discriminations, un texte antiraciste majeur.»

Micheline Calmy-Rey est intervenue à la tribune de la conférence. Selon la cheffe du Département fédéral des affaires étrangères, la communauté internationale a vécu «un moment historique». La déclaration finale contient, a-t-elle déclaré, les «grands principes qui nous tiennent à cœur, la liberté d'expression, les droits des femmes. Elle rappelle l'Holocauste, tragédie du passé qui doit servir d'enseignement pour le futur». Et Micheline Calmy-Rey d'ajouter: «Cette conférence est un succès. Mais elle n'est ni le début, ni la fin d'une ère nouvelle. C'est une étape sur le long chemin de l'éradication du racisme.»

Le document en question souligne les efforts entrepris depuis la conférence de 2001 à Durban, mais aussi tout le chemin à parcourir pour éradiquer ce fléau. Il réaffirme la Déclaration et le programme d'action de Durban I, il déplore l'augmentation globale du nombre de manifestations d'intolérance et de violence raciale et religieuse. Il rappelle que l'esclavage et le trafic d'esclaves, l'apartheid, le colonialisme et le génocide ne doivent jamais être oubliés, tout comme l'Holocauste. Il exhorte les Etats à empêcher les manifestations racistes à leurs frontières face à l'arrivée d'immigrés.

Les éléments les plus controversés ont été enlevés du document comme le concept de diffamation des religions promu notamment par les pays islamiques – une atteinte trop sérieuse à la liberté d'expression pour les Occidentaux –, mais aussi toute référence à Israël et aux réparations relatives au colonialisme.

Pour Julie de Rivero, directrice de Human Rights Watch à Genève, Durban II a émis «un message essentiel grâce à un texte qui montre qu'on combat mieux le racisme en renforçant la liberté d'expression». Elle invite les Etats qui ont boycotté le sommet à se pencher sur le texte et à l'adopter.

«Ce texte est, selon Julie Gromellon, représentante à l'ONU de la Fédération internationale des droits de l'homme, l'antithèse du discours d'Ahmadinejad. Il condamne l'antisémitisme, dénonce l'incitation à la haine et rappelle l'Holocauste et ses victimes.»

Durban II n'a pas manqué de dramaturgie. Organisée «par défaut» à Genève, ville onusienne – personne ne voulait l'accueillir –, la conférence a d'emblée fait l'objet de demandes et menaces de boycott. Des négociations très serrées menées par le Russe Youri Boychenko, ont débouché jeudi soir dernier sur un texte consensuel qu'il fallait garder intact. Les Etats ont accéléré son adoption pour éviter d'ouvrir la boîte de Pandore.

LE TEMPS © 2009 **Le Temps SA**